

Lettre ouverte

des étudiant.es mobilisé.es

de l'Université Sorbonne-Nouvelle

A l'issue de cette première semaine de mobilisation à l'Université Sorbonne Nouvelle, nous étudiant.e.s mobilisé.e.s en soutien au mouvement lycéen, souhaitons répondre aux différents mails mensongers et répressifs du président de l'Université et de son équipe.

Daniel Mouchard-Zay a pris ce lundi 5 octobre la décision de fermer notre université jusqu'à ce jour, nous privant d'un lieu privilégié de discussions, de ressources, de pensée et rendant impossible tout dialogue avec la présidence. Nous prenons donc la parole afin d'expliquer ce que nous avons vécu et d'exprimer nos revendications :

Lundi 5 octobre, à l'initiative du Collectif Antifasciste de Paris 3 s'est tenu dans l'enceinte de la Sorbonne Nouvelle une **Assemblée Générale autorisée par l'administration**. Cette Assemblée comptait plus de 500 personnes (étudiant.e.s et personnels). Il y était discuté de la **nécessité d'apporter notre soutien aux lycéen.ne.s** qui se mobilisent depuis plusieurs semaines exigeant des conditions d'études dignes. Ces dernier.e.s subissent des violences incessantes de la part des « forces de l'ordre ». Nous avons choisi de leur offrir un espace de repos et d'expression au sein de notre université qui sera un jour la leur. Ainsi, un groupe d'une dizaine de lycéen.ne.s a pu assister à notre Assemblée Générale.

Ce moment d'échange a été **perturbé par un membre de l'administration** qui nous a filmé.e.s à l'aide d'un téléphone portable sans même prendre le temps de nous demander notre autorisation. Cela, rappelons-le, relève d'une atteinte à la vie privée et au droit à l'image sanctionnés par l'article 226-1 du Code pénal.

Ne nous sentant plus en sécurité au sein de notre propre faculté, nous avons décidé de mettre fin à l'Assemblée Générale et de nous répartir en plusieurs groupes de discussion dans l'ensemble du bâtiment. Pendant ce temps, la présidence a intensifié le filtrage des entrées, déjà mis en place dès le début de notre Assemblée Générale, en cherchant à fermer les grilles de l'entrée principale. Peu de temps après, nous avons été informé.e.s de la **présence des « forces de l'ordre » aux abords de l'université**. En signe de protestation, nous avons décidé de placer des chaises et des tables devant les sorties. Nous tenons à préciser qu'**aucune dégradation n'a été commise sur le mobilier**. Nous avons conscience de notre chance d'étudier au sein d'un campus récent et équipé, contrairement à la grande majorité des établissements scolaires et universitaires français. Porter de telles accusations à notre égard nous heurte profondément. Par ailleurs, **la libre circulation n'a jamais été empêchée par les étudiant.e.s**.

La réponse de la présidence a été sans appel. Daniel Mouchard-Zay a choisi de faire intervenir les « forces de l'ordre », allant ainsi à l'encontre de la franchise universitaire. Aucun membre de l'administration n'a tenté de nous mettre au

courant de cette mesure extrême. Nous nous sommes ainsi retrouvé.e.s nassé.e.s par des CRS armés au sein de notre propre université. Certains d'entre eux étaient cagoulés, ne portaient pas leur RIO et avaient leur caméra éteinte. Ce qui ne correspond pas au cadre imposé par le Code de Sécurité Intérieur. De plus, une croix de fer néo-nazie était visible sur l'uniforme d'un des policiers.

Les cours qui avaient continués à se dérouler durant notre Assemblée Générale ont été interrompus subitement. Les personnels et étudiant.e.s ont été évacué.e.s de force, certain.e.s nassé.e.s dans le hall et d'autres expulsé.e.s de l'université.

Durant près de 1h30, **nous sommes resté.e.s pacifiquement dans ce climat incertain.** Cela a causé beaucoup de stress et d'anxiété mettant en danger l'intégrité physique et psychologique de tous.tes. Nous souhaitons également attirer l'attention sur la non considération des besoins spécifiques des personnes en situation de handicap qui ont subi le même sort que le reste de la communauté étudiante.

Les « forces de l'ordre » ont ensuite procédé à l'évacuation du hall vers le parvis de l'université. Cette évacuation **s'est faite dans la violence**, plusieurs personnes ont été traînées, poussées, jetées et même frappées. Les nombreuses chutes ont entraînés des casses de biens personnels (lunettes, téléphones portables, tablettes...). Un représentant syndical de la CGT a été blessé à l'arcade, une élève a eu son t-shirt arraché se retrouvant ainsi dénudée, une autre s'est fait arracher son voile, deux étudiants ont passé 48h en garde à vue. Durant cette évacuation les violences n'ont pas uniquement été physiques mais également verbales. Plusieurs personnes présentes témoignent d'insultes à caractère raciste, transphobe et misogyne. Un CRS assène « tu fais moins la maligne, salope », un autre scande « sale chienne enragée ». Le tout en nous informant « ne faire que leur travail ».

Une fois devant l'Université, **une nouvelle nasse a été mise en place**, nous empêchant de quitter le parvis ou de rentrer dans le bâtiment. Nous n'avions ainsi ni accès à l'eau, ni aux sanitaires. Devons-nous en conclure que le problème n'était pas notre présence au sein de l'université mais bien nos revendications et notre soutien aux lycéen.ne.s ? Les dernier.e.s étudiant.e.s ont pu quitter la nasse aux alentours de 20h, sous condition de consentir à une fouille intégrale des sacs.

Ce récit diffère drastiquement de celui fait par notre président. Ce que nous ne pouvons pas lui reprocher car sa présence n'a pas été constatée lors des événements....

Nous nous alignons avec le communiqué du personnel de la Sorbonne Nouvelle rassemblant 239 personnes qui détaille les inexactitudes du récit de la présidence.

Encore marqué.e.s par ces événements récents mais toujours mobilisé.e.s, nous nous réunissons quotidiennement en Assemblée Générale devant notre université, et ce malgré sa fermeture administrative. **Cette décision est inadmissible.** Nous souhaitons attirer l'attention de la présidence sur **le danger qu'elle représente**, notamment par la fermeture du restaurant universitaire dont la réouverture est des plus urgentes. **L'université doit rester un lieu ouvert à tous.tes,** particulièrement dans ce contexte de violence qui nous isole et nous précarise. Dans ce sens, **nous exigeons une réouverture immédiate de l'université sous nos conditions**, pour la plupart communes à celles exprimées dans le communiqué de l'Assemblée Générale des personnels dont nous reprenons la formulation :

- « **La démission du Président, du cabinet** (Direction de cabinet, Assistant de la direction du cabinet, Directeur Général des Services, Directrices Générales des Services Adjointes), **et de l'intégralité de l'équipe de la gouvernance** (vice-présidences). »
- Des **excuses publiques de la présidence** en présence de toute la communauté universitaire.
- L'élection d'une nouvelle présidence avec une **représentation paritaire des personnels et étudiant.e.s dans les suffrages exprimés**.
- « La possibilité pour notre université, ses personnels et étudiant.e.s, de prendre une pleine part dans la mobilisation nationale en cours et à venir avec **un campus libre, ouvert et exempt de violences policières**. Une fermeture administrative étendue est contraire à ce principe. » Ainsi nous réclamons la **banalisation des cours et le non passage en distanciel**, car ces modalités d'enseignement renforcent les inégalités entre les étudiant.e.s. Nous exigeons également le **maintien de la rémunération de l'ensemble du personnel**.
- Nous demandons que les **étudiant.e.s mobilisé.e.s ne soient pas sanctionné.e.s à la section disciplinaire**.
- « **L'abrogation du Règlement intérieur** tout juste voté malgré l'opposition des syndicats et de nombreux élu.e.s personnels et étudiant.e.s. »

Nos revendications ne s'arrêtent pas aux portes de notre Université, nous rejoignons également celles du mouvement national en cours :

- **Augmentation du budget pour l'Education Nationale et l'Enseignement Supérieur.** Ce qui induit notamment la hausse des salaires, la création de postes, le rachat de matériels pour les établissements dans le besoin afin de créer des espaces propices à de bonnes conditions de travail et d'apprentissage.
- « **L'abrogation de Parcours Sup, MonMaster**, l'arrêt immédiat de la mise en place de l'approche par compétences (l'HCERES ayant elle-même fait volte-face), **la fin de l'application des frais de scolarité différenciés aux étudiant.e.s étranger.e.s et de l'application de Bienvenue en France.** » ainsi que la **suppression des frais d'inscriptions pour nos professeur.e.s doctorant.e.s**.

En conséquence, nous resterons mobilisés tant que nos revendications ne seront pas satisfaites.

« Les étudiant.e.s mobilisé.e.s de l'Université Sorbonne-Nouvelle réunies en Assemblée Générale le lundi 12 octobre 2026 »

